

Brochure n° 3216

**Convention collective nationale**

IDCC : 23. – **PERSONNEL SÉDENTAIRE  
DES ENTREPRISES DE NAVIGATION**

---

■ *Journal officiel* du 12 mai 2009

**Arrêté du 4 mai 2009 portant extension d'un avenant à un accord  
conclu dans le cadre de la convention collective nationale du per-  
sonnel sédentaire des entreprises de navigation (n° 23)**

NOR : MTST0910188A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1983 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 10 mars 2009, portant extension de la convention collective natio-  
nale du personnel sédentaire des entreprises de navigation du 20 février 1951  
et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 3 du 18 janvier 2008 (une annexe) à l'accord du  
21 novembre 2005 relatif aux rémunérations minimales, conclu dans le cadre  
de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 15 avril 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du  
personnel sédentaire des entreprises de navigation du 20 février 1951, tel

qu'il résulte de l'avenant n° 12 du 18 janvier 2008 tel qu'étendu par l'arrêté du 10 mars 2009, les dispositions de l'avenant n° 3 du 18 janvier 2008 (une annexe) à l'accord du 21 novembre 2005 relatif aux rémunérations minimales, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve du respect, d'une part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mai 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/11, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.